

tout Amiens. Or, toiles et draps formaient, d'assez loin, le premier poste des exportations françaises.

On a coutume de souligner aussi, à juste raison, le caractère traditionnel et même routinier des techniques agricoles françaises, surtout lorsqu'on les compare aux performances techniques accomplies très tôt en Flandre et aux Pays-Bas. Il est sûr que le bétail du Nord pesait moitié plus lourd que le français, et que les vaches frisonnes donnaient deux fois plus de lait que les normandes. Il est sûr que les rendements céréaliers étaient plus faibles en France d'au moins un tiers, et qu'on connaissait peu les vertus singulières des pois, du sainfoin, de la luzerne ou des racines pour enrichir les terres et éviter la jachère. Mais que pèsent mille vaches supérieures auprès de vingt mille vaches banales ? Est-il plus important de récolter 15 000 quintaux de blé sur mille hectares que 200 000 sur 20 000 hectares ? Et de ne pas dépendre habituellement de l'étranger pour son approvisionnement ? Et de vendre son vin et ses eaux-de-vie plutôt que de les acheter ? Les performances, la productivité comptaient beaucoup moins, en ce temps-là, que la production globale. Au fond, la France de Louis XIV n'avait pas besoin de ces performances miraculeuses.

Troisième paradoxe, apparent aussi. A la suite de la Bruyère qui assimilait les paysans à des animaux farouches, d'Ernest Lavisse qui soulignait que ces « souffre-douleur » vivaient « hors de la société », bien des historiens ont insisté sur le dénuement des petites gens, et ont été parfois taxés de « misérabilistes » par les historiens trop bien pensants. Il faut remettre les choses en place. De tout temps, et surtout avant Louis XIV, une partie de ce petit peuple a vécu au jour le jour, dans le dénuement, dans un « environnement » qui nous paraît aujourd'hui épouvantable. Les paysans très pauvres, et sans terre, ou non imposés à la taille (sinon symboliquement à quelques deniers) pouvaient rassembler 5 à 10 % de la société rurale, ce qui fait tout de même plus d'un million de personnes. Lors des grandes crises de subsistances, mêlées d'épidémies graves, ce nombre pouvait doubler, pour le moins ; mais ces grandes crises ne constituaient en rien une nouveauté, même si elles sévirent lourdement entre 1693 et 1710, pour la dernière fois d'ailleurs, et c'est sans doute pour cela qu'elles ont laissé un tel souvenir. Il n'empêche que l'énorme majorité des paysans, propriétaires pour les trois-quarts et qui possédaient presque la moitié du sol français, vivaient normalement dans le sens du temps, avec beaucoup de travail et de peine, et en se contentant de peu. Quelques centaines de milliers étaient de gros fermiers, des laboureurs aisés, des « maîtres de mas » et des « ménagers » (termes du Midi) bien pourvus de bétail, de barriques, d'écus et même de livres. Il demeure surtout ce fait très simple et pourtant trop oublié : chaque année, le bon peuple de France, en protestant, en rechignant, en tardant, et en se révoltant parfois, payait au roi une soixantaine de millions de livres, et bien plus en temps de guerre ; cela pouvait correspondre, au bas mot, à 600 ou 700 tonnes métriques d'argent fin, ou encore à plus de cinquante tonnes d'or ; et chaque année voyait le miracle apparent se renouveler, au grand dam des rois voisins, comme celui d'Angleterre, qui tirait beaucoup moins de ses sujets.

Ainsi donc, malgré son traditionalisme agricole, malgré ses zones de misère, ses années de misère et ses classes misérables, l'économie française fournissait suffisamment de richesses pour aider son roi à vivre, à régner, à bâtir, et surtout à faire la guerre. Bien mieux, les espèces sonnantes fournies avaient largement doublé depuis 1630 et plus que triplé depuis Henri IV.